

InFOéco 36 – 16 janvier 2012

Prise de dettes

Les dérives du système capitaliste financier dérèglementé ont conduit au défaut de remboursement de ménages américains et provoqué une crise majeure, à la fois financière, économique et sociale dans le monde entier.

Puis, sous le diktat des marchés, la plupart des chefs d'Etat et de gouvernement se sont appliqués à affirmer que les mesures d'austérités constituaient l'inévitable contrepartie de cette crise.

En mélangeant volontairement les notions de « dettes souveraines » et de « déficit public », ce débat tronqué sur la « faillite des Etats » aura permis aux marchés et aux gouvernants de précipiter des pays et l'Europe dans un modèle définitivement libéral et de « constitutionnaliser la rigueur ».

En réalité, la crise à bon dos. Et il est utile de regarder les réelles raisons de l'endettement public. En fait, cette austérité est d'autant plus inacceptable qu'elle repose sur le diagnostic mensonger selon lequel les causes de la crise sont à trouver dans une dérive des finances publiques. Comme l'analyse confédérale jointe le montre, le problème de la dette publique française vient surtout d'une baisse des recettes publiques, conséquence d'une politique du moins-disant fiscal qui a multiplié les cadeaux fiscaux de façon accélérée ces dix dernières années (représentant 20 points de PIB !).

Sans cette course folle aux baisses de recettes publiques, notre pays serait dans une situation financière tout à fait confortable, même en pleine tempête cette crise historique. Et il pourrait mettre en place des politiques et des mesures favorables à l'emploi, aux salaires, aux services publics, à notre système de protection sociale de façon, justement, à sortir de la crise par des investissements et interventions publics selon une vraie stratégie pour la croissance.

Il est temps de se sortir de cette prise de tête de cette « dictature de la dette ».

Achevé de rédiger le 13 janvier 2012



<http://fovinatier.free.fr/>

Activité syndicale du 16/01/2012